

## Vers le FSM 2005

# *“Reclaim Our UN”*

## Document de Travail

Du Séminaire International “ Réapproprions-nous l’ONU ”

Padoue, 10-20 novembre 2004(\*)

1. L'unilatéralisme est mauvais pour le monde. Le multilatéralisme n'est pas un choix ; il est indispensable. L'alternative est le chaos mondial, les guerres, le terrorisme, la pauvreté croissante, une plus grande insécurité, l'injustice, un environnement dévasté.
2. L'ONU reste la meilleure forme de multilatéralisme disponible aujourd'hui. Elle a ses limites, des gouvernements puissants l'ont prise en otage, mais c'est la seule que nous ayons.
3. La plupart des grands défis auxquels l'humanité doit faire face sont mondiaux et, pour y répondre, nous avons besoin de solutions mondiales. L'ONU, avec des représentants de 191 pays, est le seul forum de dimension mondiale qui peut et doit être l'instrument qui puisse permettre aux peuples d'obtenir un monde de justice et de paix, buts fixés par sa Charte.
4. L'affaiblissement de l'ONU fait partie d'une attaque plus large contre un ordre mondial basé sur la loi internationale. Elle étend aux institutions internationales la stratégie de la mondialisation néolibérale, basée sur le pouvoir économique, la déréglementation et la privatisation, contre le droit et les besoins des peuples.
5. Au cours des dix dernières années, la naissante société civile mondiale est devenue un nouvel acteur. Des millions de personnes et des milliers d'organisations sont devenus actifs contre la guerre, la mondialisation néolibérale et l'unilatéralisme, pour un ordre mondial plus démocratique et plus juste. Ils continuent à s'opposer aux décisions et au pouvoir des institutions internationales, en développant des alternatives d'en bas pour la paix, la sécurité, les droits de l'homme, en combattant l'impunité et pour une justice économique et sociale et un environnement durable.
6. Au moment où le système de l'ONU va avoir 60 ans, ces mobilisations ont rempli le vide laissé par l'inaction des gouvernements et montré le chemin d'une réforme radicale qui devrait rendre le système de l'ONU plus démocratique et plus efficace.
7. Aujourd'hui, ces mobilisations doivent se regrouper et se développer à une plus grande échelle, avec une stratégie mieux orientée et plus efficace, construite sur la participation la plus large, rassemblant une diversité de perspectives et d'expériences

et créant un nouveau consensus. Les acteurs clés de ce processus doivent être tout d'abord les peuples qui sont exclus des prises de décisions mondiales, les mouvements sociaux et de terrain, les organisations de la société civile et les ONGs, les réseaux nationaux et internationaux, les syndicats, les groupes religieux, les groupes d'immigrés et de réfugiés, les pouvoirs locaux.

8. De longues années d'études non abouties, de rapports et de débats émanant du système inter-gouvernemental se sont passées sans atteindre aucun résultat. Afin de lancer un processus de réforme positif, il est maintenant clair qu'une mobilisation de tous les secteurs de la société civile, des femmes aux partisans de l'environnement, des populations autochtones aux militants des droits de l'homme est nécessaire.
9. Les objectifs fondamentaux d'une telle stratégie de mobilisation peuvent se résumer comme suit :
  - s'opposer à la stratégie de la guerre préventive et indéfinie et à l'unilatéralisme ;
  - sauver et revitaliser l'ONU sur la base du droit international et des droits de l'homme, la mettre au centre d'un ordre multilatéral ;
  - démocratiser l'ONU en ouvrant ses portes aux pouvoirs locaux, aux gouvernements locaux, à d'autres gouvernements décentralisés, aux parlements et aux voix de la société civile représentant la pluralité sociale, ethnique, de genre et d'autres diversités;
  - S'assurer que l'ONU a les ressources pour appliquer ses mandats : empêcher la guerre, détruire les causes de guerre (économiques, sociales et culturelles), promouvoir les droits de l'homme, le prévaloir de la loi et de la justice internationales et retrouver le contrôle des problèmes économiques, sociaux et environnementaux, en subordonnant le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC aux principes et aux accords passés avec l'ONU et ses agences ;
  - Promouvoir le désarmement général et l'interdiction de toutes les armes nucléaires et de destruction massive ;
  - Prévenir les conflits, protéger les civils et réagir aux catastrophes humanitaires.
10. De nouvelles forces et de nouvelles occasions existent pour cette stratégie de mobilisation. Le succès de journées mondiales d'action comme le 15 février 2003 et le 20 mars 2004 contre la guerre en Irak a montré la nouvelle prise de conscience et la force de la société civile mondiale. Le souci plus grand de nombreux gouvernements de défendre le multilatéralisme offre des possibilités d'exercer des pressions.
11. La stratégie de mobilisation devrait se développer à des niveaux variés. Il n'y a aucune opposition entre l'action au niveau local, les luttes nationales pour un changement de ligne politique et des initiatives concernant les institutions internationales. Tout le travail de la société civile au niveau local, national ou régional a besoin d'un changement dans le système de gouvernance mondial. Un fonctionnement plus démocratique des institutions internationales ouvrirait des espaces de changement au niveau national et local. Mettre en place le principe de subsidiarité rendrait le pouvoir de prise de décision aux processus démocratiques locaux et nationaux. Construire de nouvelles solidarités renforcerait la recherche d'alternatives pour les pays du sud.
12. Cette stratégie de mobilisation devrait monter d'en bas avec un processus d'éducation et de communication au sein de la société civile et des mouvements

sociaux. Elle devrait utiliser les moyens à sa disposition pour changer les lignes de la politique nationale. Elle devrait user de tous les espaces disponibles dans les institutions internationales pour exiger et mettre en œuvre un fonctionnement plus démocratique et participatif.

13. La société civile doit contrôler de près les activités de l'ONU et des institutions internationales. Un observatoire mondial des institutions internationales pourrait être envisagé et établi dans le but d'évaluer périodiquement la conformité en pratique des activités de l'ONU avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.
14. L'année 2005 peut être un tournant au niveau local et global pour une telle mobilisation. Nous proposons une journée mondiale pour la démocratie, la liberté et la paix, contre tous les fondamentalismes et les guerres, qui aurait lieu la veille du Sommet des Chefs d'Etats organisé par l'ONU à New York, en automne 2005, pour une revue des engagements pris au Sommet du Millénaire et la réforme de l'ONU.
15. Dans la dynamique du Forum Social Mondial, les participants au Séminaire international " Réapproprions-nous l'ONU " à Padoue s'engagent à travailler ensemble pour continuer le dialogue sur ces questions et à faciliter l'émergence d'une mobilisation commune. Au Forum Social Mondial qui se tiendra à Porto Alegre en janvier 2005, dans les activités de l'espace 11, nous tiendrons un séminaire sur les objectifs de cette mobilisation ; un autre séminaire où nous discuterons du plan d'action pour 2005 ; un débat ouvert sur l'avenir de l'organisation des Nations Unies , rassemblant les mouvements sociaux actifs dans divers domaines : nous demanderons à tous les autres espaces du Forum de s'occuper de la question d'un ordre mondial plus démocratique, en tant que problème transversal, en définissant de possibles stratégies spécifiques.

*(Deuxième partie du document de travail. Cette partie ne reflète pas la richesse des propositions qui sont apparues au Séminaire de Padoue, car il n'y avait pas assez de temps pour en discuter.)*

16. Cet effort ne date pas d'aujourd'hui. La société civile a présenté pendant les dix dernières années des propositions et des activités variées pour réformer et démocratiser l'organisation de l'ONU. Elles n'ont jamais été prises en considération par les gouvernements et les institutions internationales. De nombreuses campagnes exigent actuellement des changements précis dans les institutions internationales qui pourraient être unies par une stratégie mondiale de mobilisation.
17. L'organisation de l'ONU doit être transformée pour la rendre plus démocratique, représentative et responsable. Toute mesure de réforme doit inclure la participation active des acteurs clés tels que les organisations de la société civile, les gouvernements et les parlements locaux.
18. Le but fondamental d'une telle stratégie est de rendre la sécurité humaine la mission centrale du système onusien qui devrait être réformé et restructuré pour remplir cette mission.
19. Le concept de sécurité humaine comprend les dimensions sociales et juridiques et l'organisation de l'ONU devrait être réformé afin d'élargir ses activités dans ces domaines, en retrouvant le contrôle des règles et des institutions qui encadrent les finances, le commerce, les conditions sociales, le travail, l'environnement internationaux.

20. La création d'un Conseil de Sécurité Humaine et de Développement, avec une transformation de l'ECOSOC, devrait être étudiée comme instrument de gouvernance de la mondialisation et de contrôle du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OMC et du fonctionnement des sociétés multinationales.
21. En tant qu'organe représentatif, l'Assemblée Générale de l'ONU devrait être ramenée au centre de l'ONU, renforcée et démocratisée.
22. La structure actuelle du Conseil de Sécurité de l'ONU est inacceptable. Sa composition, ses activités et son pouvoir de veto illimité contredisent les concepts mêmes de démocratie et de sécurité humaine.
23. La réforme de l'ONU devrait comprendre une architecture financière renouvelée qui puisse réduire sa dépendance de décisions prises par des états puissants et un mouvement vers une décentralisation de ses implantations et de ses fonctions.
24. Pendant trop longtemps l'ONU a été le domaine réservé de gouvernements n'ayant aucun compte à rendre. Elle doit s'ouvrir au processus démocratique impliquant de nouveaux acteurs représentant les peuples. Le statut de la société civile devrait être amélioré, sa voix et son rôle devrait être renforcés. Toutes les institutions et les organismes à l'intérieur de l'ONU devraient s'ouvrir à l'engagement et à la participation de la société civile en maintenant une approche de bas en haut.
25. Le rôle des pouvoirs locaux, qui sont plus proches des besoins des gens devrait être reconnu et accru.
26. Les outils possibles pour retrouver un contrôle démocratique sur les activités de l'ONU sont le développement d'une présence parlementaire représentative dans la gouvernance de l'ONU.
27. Une expérience importante d'implication de la société civile dans le développement de l'organisation des Nations Unies est la création de la Cour Pénale Internationale, l'adoption de lois de juridiction universelle s'appliquant au niveau national et d'autres organisations des droits de l'homme et humanitaires de l'ONU. Leur pouvoir et leur mandat doivent être préservés et étendus.

Assembly of the Peoples' UN; Peace Roundtable (Italy); Ibase (Brasil); Inter Press Service; Ubuntu; Euralat; Cives (Brasil); Attac (Brasil); Conseu/CIEMEN - Centre Internacional Escarrè per a Minorities ètniques i les Nacions; CADTM - Comité pour l'annulation de la Dette du Tiers Monde; IDEAS; the Interdepartmental Centre for Research and Services on Peoples' and Human rights; the UNESCO University Chair on "Human Rights, Democracy and Peace" in Padua; Campaign for the Reform of the World Bank; ACLI (Italy); Action for Economic Reforms (Philippines); Africa Peace Point (Kenya); Africa Trade Network; Agesci (Italy); AIC - Alternative Information Center (Israel/Palestine); Alianza por un Mundo Responsable y Solidario (Peru); Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire / Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (Brasil); ANND - Arab NGO Network for Development; ANONG - Cotidiano Mujer (Uruguay); ARCI (Italy); Articulacion Feminista MARCOSUR; Attac France; Bahrain Association for Human Rights (Bahrain); Beati i costruttori di pace (Italy); Bridge Initiative (France); BGRF - Bulgarian Gender Research Foundation (Bulgaria); CAFOR (Cameroon); CCFD - Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (France); Center Aziz Belal (Morocco); Centre Ubuntu (Burundi); Centro de Investigacion para la Paz (Spain); CGIL (Italy); Cipsi (Italy); CIDSE; CISL (Italy); Cities for Peace (United States); CNCA (Italy); Comunidad de autodeterminacion "Vida y Dignidad" of Cacarica-Chocò (Colombia); Comunidad de

Paz San Jose de Apartadó (Colombia); CND – Campaign for Nuclear Disarmament (GB); CONGO - Conference of NGOs in consultative relationship with the United Nations; CUT (Brasil); Dawn - Dev. Alternatives for Women; DION - Development Indian Ocean Network; Disabled Peoples' International – Europe; Djazairouna - des familles victimes du terrorisme (Algeria); Emmaus (Italy); FAL - Foro de Autoridades Locales de Porto Alegre; Fastenopfer (Switzerland); Focsiv (Italy); Focus on the Global South; Forum Mulher (Monzambique); Fride; General Board of Global Ministries - United Methodist Church (United States); Groupe Medialternatif (Haiti); Helsinki Process on Globalisation and Democracy; Instituto de Estudios de CTA - Central de Trabajadores Argentinos (Argentina); Instituto Ethos (Brasil); IPB – International Peace Bureau; Le Mouvement de la Paix/French Peace Movement (France); Legambiente (Italy); Libera (Italy); Mani Tese (Italy); National Bureau of the Moroccan Federation of Trade Unions (Morocco); NGLS Unctad; Oxford Research Group (England); Pax Christi (Italy); Peace Boat Europe; Rodheci (Democratic Republic of Congo); Romania in the world cultural association (Romania); SID – Society for International Development; Social Watch; South Centre (Switzerland); The Socialist International; Transnational Institute; UFPJ - United For Peace and Justice (United States); Umoja As One (Kenya); University of Santo Domingo (Dominican Republic); UN Millennium Campaign; WCL - World Confederation of Labour; World Citizens Movement; World Federalist Movement.

---

*(\*) Ce document a été élaboré, grace aux contributions des coordinateurs des groupes de travail du Séminaire International "Reclaim our UN" qui s'est tenu du 19 au 20 à Padoue (Italie) qui a vu la participation de plus de 600 personnes qui représentait 25 networks internationaux, 50 organisations nationales et 284 associations italiennes. Ce document est un document de travail il est donc utile pour comprendre les éléments centraux de la discussion de Padoue et pour continuer la discussion jusqu'au Forum Social Mondial qui se tiendra à Porto Alegre du 26 au 30 Janvier. Pour ceux qui n'ont pas pu venir à Padoue mais veulent nous faire part de leurs contributions, de leurs commentaires ou de leur propositions de modification sont priés de le faire en les envoyant à : [international@peacepoint.org](mailto:international@peacepoint.org) . Nous allons les rassembler et nous allons les faire circuler jusqu'au FSM. A Porto Alegre nous allons en discuter et essayer de trouver une plate-forme commune.*